



PRÉFET DE MAYOTTE

# SÉCURITÉ ET LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE

*LES RÉSULTATS EN 2016 A MAYOTTE*

*Rencontre avec la presse  
Mardi 24 janvier 2017*

## TENDANCE GÉNÉRALE

Sur l'année 2016, début de stabilisation de la délinquance générale avec une hausse de 2,2 % en 2016 contre 15 % en 2015 et en 2014

En 2016 : 10 778 faits contre 10 545 faits en 2015 (**+ 2,21%**)  
soit une hausse des faits constatés (**+ 233 faits**) mais une baisse qui s'amorce sur les 3 derniers mois.

## **Sommaire :**

- 1 – Bilan chiffré de la délinquance et des actions engagées**
- 2 – Plan sécurité Mayotte**
- 3 – Lutte contre l'immigration clandestine**
- 4 – Prévention de la délinquance**
- 5 – Orientations et perspectives 2017**

# BILAN CHIFFRÉ

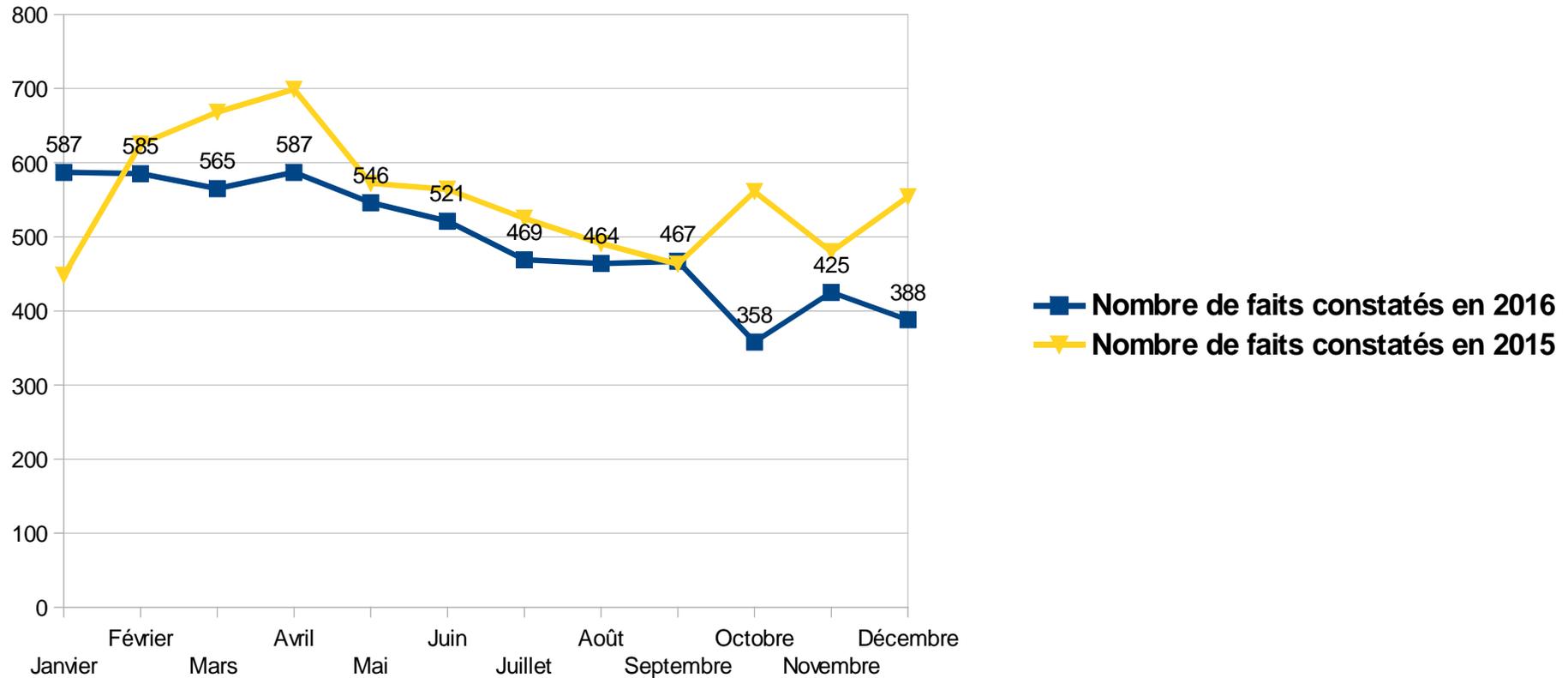
## LES ATTEINTES AUX BIENS

Taux	<b>- 9 %</b>	
	2015	2016
Nombre de faits	6 645	6 047 <b>- 598 faits</b>
	2015	2016
Dont cambriolages de résidences principales et secondaires	1 410	1 149 <b>- 261 faits</b>
	2015	2016

**Nombre de faits pour 1000 habitants :**

- **MAYOTTE : 4,61 / 1000**
- **FRANCE ENTIÈRE : 3,83 / 1000**

# LES ATTEINTES AUX BIENS



Les atteintes aux biens sont en baisse en 2016 (- **598 faits**).

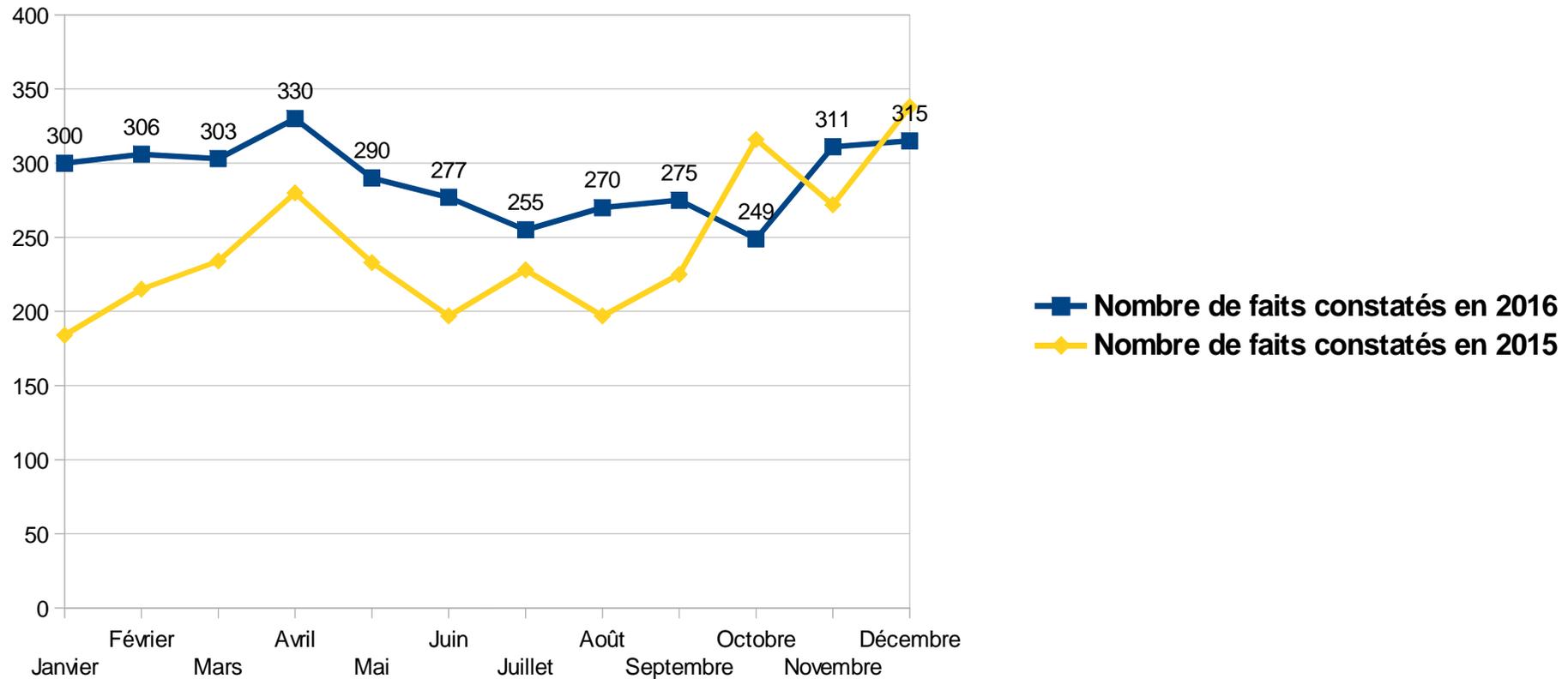
## LES ATTEINTES VOLONTAIRES À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE

Taux	<b>+ 21,50 %</b>	
	2015	2016
<b>Nombre de faits</b>	2 898	3 520 <b>+ 622 faits</b>
	2015	2016
<b>Dont violences crapuleuses</b>	956	1 079 <b>+ 123 faits</b>
<b>Dont violences non crapuleuses</b>	1 140	1 739 <b>+ 599 faits</b>

**Nombre de faits pour 1000 habitants :**

- **MAYOTTE : 14,14 / 1000**
- **FRANCE ENTIÈRE : 8,71 / 1000**

# LES ATTEINTES VOLONTAIRES À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE

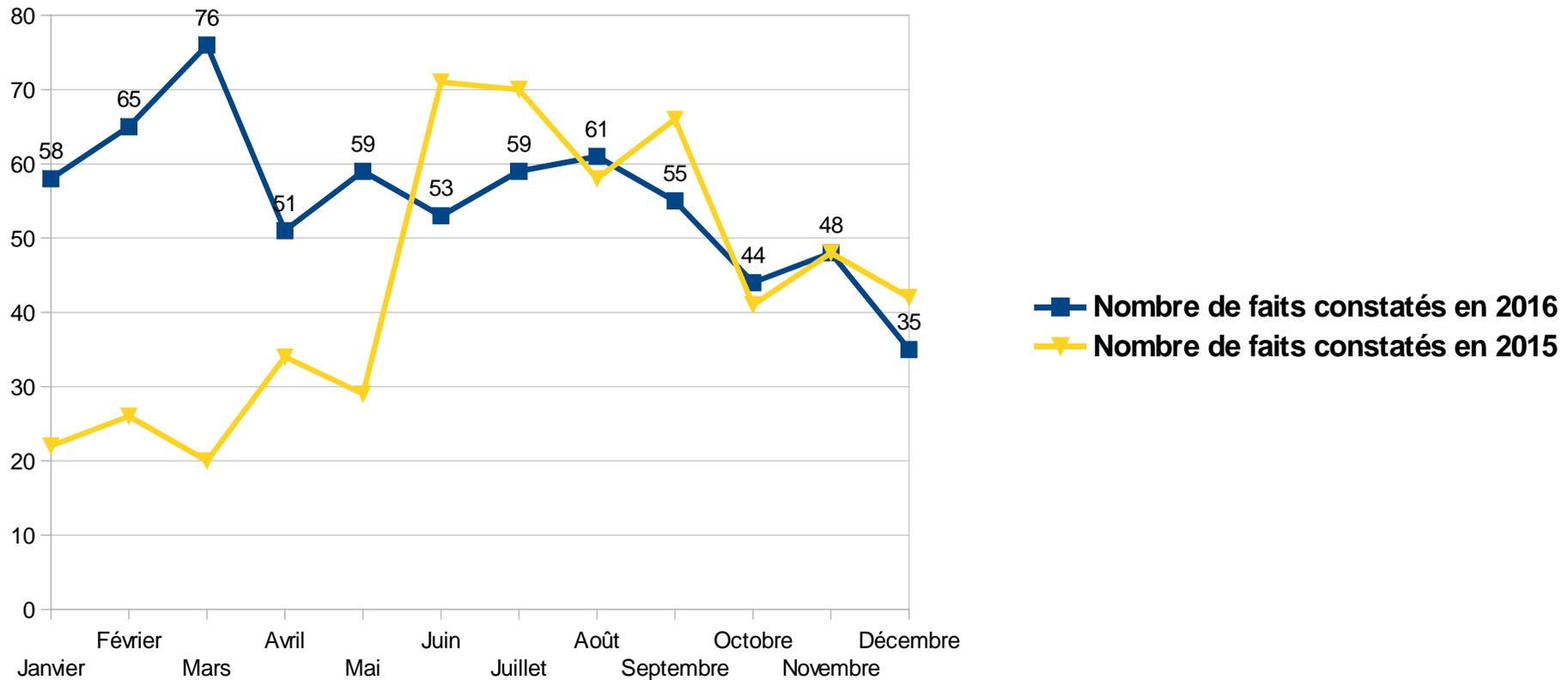


Les atteintes volontaires à l'intégrité physique sont à la hausse en 2016 (+ 622 faits).

# LES ESCROQUERIES ET INFRACTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

<b>Taux</b>	<b>+ 25,99 %</b>	
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Nombre de faits</b>	527	664 <b>+ 137 faits</b>

## LES ESCROQUERIES ET INFRACTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES



Les escroqueries et infractions économiques et financières sont en hausse en 2016 (+ **137 faits**).

## DONNÉES JUDICIAIRES

### TAUX D'ÉLUCIDATION

<b>Atteintes volontaires à l'intégrité physique</b>	<b>47,00 % (+ 20,1% par rapport à 2015)</b>
<b>Atteintes aux biens</b>	<b>14,00 % (+1,41 % par rapport à 2015)</b>
<b>Escroqueries et infractions économiques et financières</b>	<b>70,40 % (+6,20 % par rapport à 2015)</b>

## DONNÉES JUDICIAIRES

	2015	2016
Nombre de gardes à vue	1 218	1 509 + <b>23,89 %</b>
Nombre de mis en cause	3 002	3 850 + <b>28,25 %</b>
Dont mineurs	922	1 146 + <b>24,30 %</b>

## FOCUS SUR LA DÉLINQUANCE DES MINEURS

- Enjeu majeur à Mayotte en raison de la part importante de mineurs dans la population totale.
- **L'implication des mineurs dans les AVIP** progresse et s'est notamment traduit par des affrontements entre bandes de villages adverses, dans et aux abords des établissements scolaires, sur la voie publique. De nombreux efforts ont été déployés en 2016 pour prévenir ces troubles intra et extra-scolaires, tout en multipliant les procédures pour réprimer les violences constatées.
- **La part des mineurs en matière d'AAB** a augmenté en 2016 et s'élève à 24,3%. S'agissant des cambriolages dans les résidences principales, leur part augmente également pour atteindre 51 % en 2016.

## SÉCURISATION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

- Durant toute l'année des **opérations de sécurisations** ont été menées aux abords des établissements scolaires et notamment dans le cadre de phénomènes de violences identifiés dans le périmètre des collèges de KOUNGOU, DEMBENI, TSINGONI et CHICONI et KAWENI.
- **Des diagnostics de sécurité ont été élaborés** en lien avec les forces de l'ordre et le vice-rectorat afin d'améliorer la sécurité passive
- Ces **missions quotidiennes** ont été assurées par l'ensemble des forces de l'ordre auxquelles ont été associées les polices municipales. Elles ont été accomplies avec réquisition du parquet lorsque des actes de fouilles dans les bus et les établissements scolaires ont été réalisés.

## ORDRE PUBLIC EN 2016

Fort engagement au maintien de l'ordre tout au long de l'année qui se sont traduits par près de **45 jours cumulés** pour la seule zone gendarmerie et par 20 missions en zone police.

Pour mémoire :

- 3 escadrons de gendarmerie mobile ont dû poursuivre leur déplacement à Mayotte au delà de leur séjour initial de 3 mois
- 4 pelotons de gendarmerie mobile ont été déployés en renfort depuis la Réunion
- Engagement à 31 reprises de l'hélicoptère de la Gendarmerie (soit 37,12 heures de vol )sur ces phases de maintien de l'ordre.



# **PLAN SECURITE MAYOTTE**

mis en œuvre depuis le 2 juin 2016

## PLAN SÉCURITÉ MAYOTTE

- Le plan sécurité comprend **25 mesures réparties sur 3 axes** :

Axe 1 – Un cadre d'action robuste et partagé

Axe 2 – Une co-production de sécurité vertueuse.

Axe 3 – Des moyens renforcés

- **Ces 25 mesures ont été déclinées dans un tableau de bord en 66 actions. Au bout de six mois de mise en œuvre :**
  - 14 actions sont réalisées
  - 24 actions sont en cours de réalisation
  - 28 actions doivent encore être mises en place en lien avec les élus et partenaires associatifs



**Le PLAN SÉCURITÉ MAYOTTE c'est aussi :**

- 1) une évolution des méthodes de travail
- 2 ) des renforts humains et matériels

## LES EFFECTIFS DES FORCES DE L'ORDRE AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2017

	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017
<b>DDSP</b>	<b>208</b>	<b>233</b> + 25 personnels
<b>DDPAF</b>	<b>244</b>	<b>260</b> + 16 personnels
<b>COMGEND</b>	<b>271</b>	<b>359</b> + 88 personnels

## **LE PLAN SECURITÉ : DE NOUVEAUX MOYENS ET OUTILS**

- AGIGN
- GSP
- RENFORTS GENDARMERIE
- CORAT

# AGIGN : BILAN D'ACTIVITÉ

**Mis en place au 1<sup>er</sup> septembre 2016 : 30 gendarmes**

1 ) Un déploiement sur des missions spécifiques :

- 23 opérations de filatures et d'observation
- 5 interpellations en milieu ouvert
- 3 participations à des exercices de type attentat ou gestion de crise

2) Des résultats indéniables :

- Interpellation des malfaiteurs qui sévissaient sur les chemins de randonnées
- Déploiement et neutralisation d'un terroriste lors de l'exercice tuerie de masse

En parallèle réalisation de dossiers sur les sites sensibles (SEVESO et autres)

## **GSP : BILAN d'ACTIVITÉ**

**Mis en place le 1<sup>er</sup> septembre : 15 policiers**

**1 ) 88 interpellations dont :**

- 6 pour vols avec violences
- 3 pour stupéfiants
- 8 pour recels de vols de scooters
- 18 pour violences aggravées

**2 ) 38 contrôles routiers ont été réalisés, ayant permis de constater**

- 23 défauts de permis de conduire
- 6 conduites sous l'empire d'un état alcoolique

**189 personnes ont été contrôlées lors des patrouilles**

## RENFORT GENDARMERIE DEPUIS LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

Depuis leur arrivée ces 41 gendarmes mobiles (EGM Hyères) ont effectué :

- **14 phases de Maintien de l'Ordre/Service d'Ordre**
- **41 opérations de contrôle de zone**
- **31 opérations de contrôle des flux**
- **72 missions**
- **106 primo-interventions**

L'ensemble de ces opérations a permis de contrôler **4090 personnes** et **2569 véhicules**.

## MISE EN PLACE DE LA CORAT

Depuis sa mise en place la Coordination Opérationnelle Renforcée entre les Agglomérations et les Territoires (CORAT) poursuit 4 objectifs

- **améliorer la coordination quotidienne aux limites des zones de circonscriptions ;**
- **mieux identifier et combattre les phénomènes de délinquance communs**
- **mieux réagir à une situation urgente et exceptionnelle ;**
- **optimiser l'emploi de services spécialisés et de capacités spécifiques.**

Depuis son entrée en vigueur la CORAT a produit des effets concrets sur le terrain :

- **La formalisation des échanges d'informations entre les services avec une transmission quotidienne des rapports d'activités des services.**
- **La réalisation régulière d'opérations de contrôles conjointes aux limites des zones de compétences police et gendarmerie (secteurs Kaweni/Majicavo et Tsararano/Dembeni). Au moins 1 par semaine.**
- **La mise en œuvre d'exercice et de formation en commun entre la police et la gendarmerie**



# **La lutte contre l'immigration clandestine**

## LIC TERRE

- A minima une opération par jour sur l'ensemble de l'île 7 jours sur 7 par l'ensemble des services (DDPAF, DDSF et COMGEND)
- Opérations conjointes plusieurs fois par mois entre les services
- Coordination avec les polices municipales
- Articulation des services avec les FAZSOI lors de leurs préparations opérationnelles dérivées.

## LIC MER

- Réaffirmation que la LIC mer est la **priorité de l'action de l'État en mer** et mise en œuvre d'un nouveau schéma missionnel :
- **Présence à la mer renforcée** (modification des services des brigades nautiques, moyens supplémentaires tels que patrouilleurs de la marine nationale, détection aérienne, opérations M'Stamboro)
- Modernisation du système d'exploitation des radars
- Contrat opérationnel en volumes d'heures annuel de chaque service

### **Quelques idées reçues sur les KK sanitaires et scolaires :**

- En 2016, 20 % d'enfants sur les kwassas et 2 % de femmes enceintes

## BILAN DE LA NOUVELLE GOUVERNANCE SUR LA LIC MER

En 2016 l'exploitation des 4 radars par le PCAEM qui fonctionne 24/24h a permis

d'intercepter 432 kwassas kwassas

Ce qui a été mis en place en 2016

- 1) participation systématique du Commandant de la Base navale à la réunion sécurité
- 2) Echanges réguliers avec les services sur les lieux de beachages
- 3) mise en place d'opérations régulières pour travailler sur les réseaux des « guetteurs »
- 4) Coordination renforcée des moyens engagés par les FAZSOI

## **RECONDUITES Á LA FRONTIERE**

MOIS	O.Q.T.F.			E.S.I. ELOIGNES		
	2015	2016	Evolution	2015	2016	Evolution
Janvier	697	1 135	62,84%	794	1 444	81,86%
février	1 042	930	-10,75%	1 556	1 144	-26,48%
mars	1 258	1 370	8,90%	1 751	1 682	-3,94%
avril	1 285	1 279	-0,47%	1 895	1 575	-16,89%
mai	1 141	1 665	45,92%	1 490	2 195	47,32%
juin	1 052	1 934	83,84%	1 344	2 768	105,95%
juillet	1 316	1 671	26,98%	1 735	2 210	27,38%
août	1 308	1 526	16,67%	1 788	1 849	3,41%
septembre	1 051	1 430	36,06%	1 371	1 738	26,77%
octobre	1 389	1 653	19,01%	1 918	2 017	5,16%
novembre	1 085	1 628	50,05%	1 411	1 983	40,54%
décembre	1 358	1 723	26,88%	1 710	2 072	21,17%
<b>TOTAL</b>	<b>13 982</b>	<b>17 944</b>		<b>18 763</b>	<b>22 677</b>	

Au 31/12/2016

et

**17 944**

**22 677**

**O.Q.T.F. ont été exécutées**

**ESI ont été reconduits**



# **PRÉVENTION DÉLINQUANCE**

## BILAN 2016 DE LA CAMPAGNE FIPD

- **Montant de l'enveloppe : 336 797,00 €**  
=> 50 actions ont été subventionnées en 2016, dont 23 actions nouvelles
- **Répartition par programmes d'actions :**
  - 58 % ont été dédiés à des actions de prévention de la délinquance juvénile ;
  - 23 % à des actions de prévention des violences faites aux femmes ;
  - 16 % à l'amélioration de la tranquillité publique.
- **Répartitions par montant de subventions :**
  - 10 subventions < 1000 € ;
  - 17 subventions allant de 1000 € à 3000 € ;
  - 15 subventions allant de 3000 € à 5000 € ;
  - 8 subventions supérieures 5000 €.
- **Certaines communes se détachent par leur dynamique de projets :**
  - Chirongui avec 5 actions subventionnées pour un montant de 11 400 € ;
  - Dembéni avec 5 actions subventionnées pour un montant de 9570 € ;
  - Sada avec 5 actions subventionnées pour un montant de 8300 €.

## QUELQUES ACTIONS FINANCÉES

- Renforcement des effectifs de médiateurs de proximité aux abords des établissements scolaires.
- Suivi individuel de 20 jeune de la PJJ dans le cadre de chantiers éducatifs.
- Interventions de sensibilisation à la parentalité et à la citoyenneté auprès des enfants et des parents dans les écoles et les mairies.



# **PERSPECTIVES 2017**

## OBJECTIFS 2017

- Lutte contre la délinquance (déploiement d'opérations spécifiques et coordonnées, poursuite du travail contre les bandes)
- Lutte contre l'immigration clandestine (acquisition de nouveaux bateaux intercepteurs)
- Poursuite du plan de sécurité (brigade canine, amélioration des locaux DDSF, stand de tir)

## LEXIQUE

AAB : Atteintes aux biens

ADS : Adjoint de sécurité

A – GIGN : Antenne du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale

AVIP : Atteintes volontaires à l'intégrité physique

BTA : Brigade territoriale autonome

DDSP : Direction départementale de la sécurité publique

DPAF : Direction de la police aux frontières

EGM : Escadron de gendarmes mobiles

EIEF : Escroqueries et infractions économiques et financières

ESI : Étranger en situation irrégulière

FIPD – R : Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance et de la radicalisation

LIC : Lutte contre l'immigration clandestine

MEC : Mis en cause

OQTF : Obligation de quitter le territoire français

PCAEM : Poste commandement de l'action de l'État en mer

PSIG : Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie

RP : Résidence principale